

Balance des paiements, taux de change et dévaluation de la monnaie en Algérie

Résumé

La balance des paiements comme document comptable qui retrace les transferts de devises en faveur de l'étranger et le rapatriement de devises en faveur du pays, renseigne sur la position de l'économie nationale au sein de l'économie mondiale. La différence entre ces deux valeurs (transferts et rapatriement) ou solde de la balance, influe sur la détermination du taux de change de la monnaie nationale. En cas d'excédent structurel, la monnaie nationale est réévaluée. Par contre en cas de déficit structurel, la monnaie nationale est dévaluée, en vue de réaliser le retour à l'équilibre de la balance des paiements.

Farid BOUKERROU

Samira DJAALAB

Faculté des sciences économiques
Université Constantine 2

(Algérie)

Introduction

Aucune économie ne peut vivre en autarcie (économie fermée). Elle doit vivre et croître, c'est-à-dire participer aux échanges mondiaux en important et en exportant pour pouvoir réaliser ses fonctions économiques essentielles, à savoir la production, la répartition des revenus, et la dépense nationale.

Les concepts de l'économie financière internationale que nous comptons investir dans notre travail sont ceux de balance des paiements, de taux de change, et de dévaluation. Dans un premier temps nous procédons à la définition de ces catégories économiques nécessaires, puis nous les analyserons dans leurs diverses interactions.

Définition de la balance des paiements

La définition la plus généralement utilisée par les analystes économiques et la plus admise par les théoriciens et professionnels de la finance est la suivante :

ملخص

يسجل ميزان المدفوعات كوثيقة حسابية تحويلات العملة الصعبة لصالح قطاع الخارج ودخول العملة الصعبة لصالح الاقتصاد الوطني. ولهذا سمي بميزان المدفوعات، لأنه يعطينا فكرة عن الوضعية الاقتصادية للبلاد ضمن الاقتصاد العالمي. إن الفارق بين القيمتين (التحويل ودخول العملة) أو ما يسمى برصيد ميزان المدفوعات، يؤثر على تحديد قيمة العملة الوطنية أو سعر الصرف. في حالة فائض هيكلية للعملة الوطنية، يسجل تحسين قيمة العملة الوطنية. وفي حالة عجز هيكلية تنخفض قيمة العملة الوطنية بغية الرجوع إلى توازن ميزان المدفوعات.

La balance des paiements est une méthode et une technique d'enregistrement exhaustive de toutes les transactions tant réelles, monétaires que financières qui interviennent entre les agents économiques résidents et non-résidents pendant une période déterminée (généralement une année). Cet enregistrement statistique est présenté sous une forme comptable qui lui confère un caractère rigoureux et logique.

Définition du taux de change

Le marché des changes est le lieu de l'échange des monnaies entre elles. Un couple de monnaie où « cross » de monnaies se constitue de deux monnaies s'échangeant entre elles à un certain prix. Ce prix est le taux de change où prix de conversion d'une monnaie en une autre. Le taux de change se compose d'une devise de base et d'une devise de cotation. Le taux de change est donc le nombre d'unités monétaires nationales qu'il faut avancer pour avoir une unité de monnaie étrangère (cotation à l'incertain).

Définition de la dévaluation

La dévaluation est l'opération cambiaire qui consiste à modifier la valeur de la parité de la monnaie nationale par rapport à une devise du système monétaire international. Une devise est dévaluée lorsque son taux de change se modifie. Il faut donner un plus grand nombre d'unités monétaires nationales pour obtenir toujours la même unité de monnaie étrangère.

Analyse théorique de la balance des paiements, du taux de change et de la dévaluation

Analyse théorique de la balance des paiements

Lorsque on aborde une question centrale en économie politique, comme l'étude de la balance des paiements, comme mouvement généralisé de circulation des marchandises, des services et des capitaux, on oriente l'analyse dans deux directions d'investigation opposées, mais complémentaires.

Dans la première direction on montre l'aspect technique de la balance des paiements à savoir l'ensemble des techniques comptables qui sont à la base de la construction de la balance des paiements, comme modèle représentatif de l'articulation de l'économie nationale avec le reste du monde.

Elle repose sur la comptabilité à partie double qui montre l'équilibre de la balance des paiements par construction : L'égalité logique entre la somme des crédits et la somme des débits. Une opération commerciale et une opération financière d'égale valeurs sont enregistrées l'une au débit l'autre au crédit.

La classification des agents et des opérations

Les agents sont regroupés selon les catégories de la comptabilité nationale. Elle distingue ensuite les agents résidents et les agents non-résidents. Les opérations reposent sur la classification où on distingue les opérations sur biens et services et les opérations en capital et les opérations financières.

De ces présentations succinctes, on peut tirer les observations suivantes : La balance des paiements est composée des balances suivantes :

- La balance des opérations courantes, la balance des opérations de base, la balance des capitaux non monétaires, la balance globale, la balance des règlements officiels et la position monétaire extérieure.

Globalement présentée, cette balance est la récapitulation synthétique de l'ensemble des flux extérieurs économiques, monétaires et financiers, qu'une entité économique (une nation) peut dresser pour situer sa place dans l'économie mondiale.

Elle est un outil macro-économique de gestion de l'économie nationale par les pouvoirs publics (Etat) et monétaires (banque centrale) du pays. La balance des règlements officiels permet à travers la position monétaire extérieure de constater la variation des réserves de change.

Le solde de la balance des paiements permet à la banque centrale d'intervenir sur le marché des changes pour défendre la parité de la monnaie nationale. Le système monétaire et financier international qui a glissé des changes fixes (Breton-Wood) aux changes flottants actuels a profondément modifié les règles de détermination de la valeur de chaque monnaie nationale (devise).

Seules les lois du marché (offre et demande) sont libres de fixer le prix de chaque monnaie nationale, ce qui est valable pour les devises des pays développés (appelées les majors). On parle alors de dépréciation ou d'appréciation dans le cas de la hausse ou de la baisse de la valeur de la monnaie nationale.

Dans le cas des pays en voie de développement, comme c'est le cas pour l'Algérie, on parle de dévaluation et de réévaluation. La banque centrale continue à intervenir pour réguler la valeur de la monnaie nationale sous le contrôle du Fond Monétaire International.

La devise nationale n'étant pas dotée de la convertibilité interne, elle n'est pas transférable à l'extérieur pour des motifs de transactions monétaires et financières. Elle n'est autorisée que pour les transactions courantes (importations et exportations). Une certaine forme de contrôle de change existe pour éviter des fuites de capitaux vers l'étranger.

Gestion de la monnaie nationale et dévaluation : Cas de l'Algérie

La gestion de la monnaie nationale reflète de la structure du commerce extérieur et de la position du pays comme importateur net dans le commerce mondial a connu les phases suivantes :

- Crise énergétique et chute du prix du baril de pétrole.

L'évolution défavorable du marché international des hydrocarbures a engendré des difficultés structurelles pour l'économie algérienne dans la mesure où la baisse des recettes extérieures qui déterminent le pouvoir d'achat international de l'Algérie se raréfie drastiquement entraînant le pays dans la spirale de l'endettement extérieur.

Le marché privé des capitaux, le club de Londres, le club de Paris et le FMI sont les principaux bailleurs de fonds du pays. L'Algérie fait recours à l'endettement extérieur lourd pour faire face aux importations incompressibles du pays, conséquence de son fort degré de dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale et du peu de diversification de ses exportations dépendant à 98% des hydrocarbures.

La profonde crise économique et sociale (émeutes populaires) a obligé le pays à passer par l'orthodoxie financière du FMI pour obtenir des crédits et de recourir aux créanciers financiers internationaux pour éponger le déficit structurel de sa balance des paiements.

L'Algérie s'est vue obligée de passer par le programme d'ajustement structurel du FMI dont la clause la plus importante porte sur la valeur externe de la monnaie nationale (Dinar), donc sa dévaluation par rapport à la devise clé du système monétaire qui est le Dollar Américain.

Ceci, pour renforcer la dynamique de son commerce extérieur, essentiellement ses exportations, qui malheureusement restent polarisées sur les hydrocarbures. Cette amélioration du solde de sa balance des paiements lui permettra de relancer sa croissance par le multiplicateur keynésien du commerce extérieur et de pouvoir rembourser ses créanciers extérieurs.

Une fois remboursée sa dette par anticipation, l'Algérie se dégage de la pression externe et se trouve en face d'une embellie financière induite par une forte croissance du prix des hydrocarbures et une forte hausse des réserves de change grâce à un excédent de sa balance de paiements.

Constat sur les performances de l'économie Algérienne.

L'analyse des performances de l'économie algérienne à travers les agrégats de la comptabilité nationale tels la PIB, le Revenu National et la Dépense Nationale - soit les trois (3) optiques d'analyse de l'activité économique et du circuit économique dans sa globalité - montre la nette insuffisance et la faible contribution des différents secteurs et branches de l'économie nationale hors hydrocarbures à la formation de la valeur ajoutée.

La faiblesse de la valeur ajoutée détermine le comportement des autres agrégats quantitatifs de l'économie nationale. Cette faiblesse de la valeur ajoutée dégagée en dépit des fortes hausses des importations, des inputs de production de l'extérieur (matières premières primaires, matières spécialisées et biens d'équipement) rend cette production inélastique et incapable de croître en dépit de la masse des investissements consentis et injectés dans l'économie nationale.

Cette faible performance de l'économie nationale fait connaître aux importations une augmentation régulière alimentée par les rigidités de la production et l'augmentation du taux démographique enregistré.

Nous avons une balance des paiements excédentaire dans sa globalité grâce au rôle des hydrocarbures dans les exportations qui arrivent à couvrir les importations. Le paradoxe est le suivant : les exportations nationales hors hydrocarbures ont un taux de

couverture marginal (valeur annuelle des importations 60 milliards de Dollars et exportations hors hydrocarbures annuelles 1.5 milliards de Dollars chiffre de 2013).

Le faible taux de couverture de l'ordre de 0.3 renseigne donc sur la faiblesse des termes de l'échange de l'économie algérienne et la vulnérabilité de l'économie nationale.

La forte hausse des exportations des hydrocarbures induite par les augmentations de production réalisées par le capital étranger et national (nouvelles découvertes de gisements) et la hausse internationale du prix des hydrocarbures augmentent les rentrées libellées en devises fortes.

Enjeux pour l'économie algérienne

Les termes de l'équation presque insoluble pour l'Algérie est de promouvoir les investissements pour réaliser une augmentation de la production en vue de conquérir des parts de marché sur le marché extérieur en libérant ainsi les exportations hors hydrocarbures afin de pouvoir réaliser à terme l'excédent de la balance des paiements.

Il s'agit de passer d'une économie de rente à une économie de travail productif. L'exportation du travail productif est la seule garantie d'une richesse économique et sociale productible et reproductible d'une manière durable.

Quelques mesures nécessaires afin de remédier à cette situation

S'agissant des relations économiques et financières internationales, les outils de gestion de l'économie nationale qui s'offrent aux décideurs économiques et monétaires concernent la manipulation de la valeur cambiale de la monnaie nationale, soit une dévaluation, c'est-à-dire une augmentation du nombre d'unités monétaires dans la devise nationale pour obtenir une unité de devises étrangère. D'une manière générale, cette cotation se fait à l'incertain (Seuls la livre sterling et l'euro sont cotés au certain).

La modification de la parité de la monnaie nationale doit tendre vers la réalisation d'un but déterminé à savoir, la chute du prix des exportations exprimé en devises et la hausse du prix des importations exprimée en monnaie nationale. La finalité économique de cette opération est d'exporter davantage, car les prix en diminution favorisent le développement d'un large courant d'échanges favorable pour le pays.

Ceci favorise et stimule l'investissement national privé et public, car les prix relatifs internationaux sont à l'avantage des produits nationaux. Les avantages comparatifs sont un puissant stimulant de l'investissement.

L'augmentation du revenu national qui s'en suit servira à entretenir la dynamique du remboursement de la dette extérieure et du financement de la croissance économique. Ceci favorisera un décollage de l'économie nationale.

Les importations qui voient leur prix en monnaie nationale augmenter arrivent à pénétrer difficilement les frontières économiques du pays. Le renchérissement de leur prix est un puissant facteur de limitation de la consommation et de l'investissement, ce qui restreint de fait leur libre entrée sur le territoire de la nation importatrice.

Leur limitation quantitative est un levier qui permet le retour à l'équilibre de la balance des paiements, sinon à la réalisation d'un excédent objet de cette politique économique.

Le renchérissement du prix des importations rend l'investissement rentable. Le modèle d'import-substitution est le moyen attendu pour la réalisation de cet objectif, car il rend la production nationale moins chère que les produits importés, ce qui renforce les capacités concurrentielles de l'économie nationale.

Les objectifs attendus d'une dévaluation

La politique de dévaluation doit tendre vers une série d'objectifs macro-économiques dont la finalité est la réalisation d'un équilibre des échanges extérieurs de la nation. C'est un moyen de lutte contre un déficit chronique de la balance des paiements engendré par une perte de compétitivité du pays dans un environnement où les lois de la concurrence régissent le fonctionnement de l'économie mondiale.

La dévaluation est le moyen employé par les autorités publiques pour résorber le déficit, on lui assigne donc trois 3 objectifs à réaliser :

1- Un effet quantité : La dévaluation doit se traduire par l'augmentation des quantités offertes à l'exportation dans la mesure où l'économie nationale est en situation de sous-emploi des facteurs de production. On peut augmenter la production en augmentant l'offre de facteurs de production sans augmenter le niveau des prix (pas d'inflation).

2- Un effet dégradation des termes de l'échange : Dans la mesure où le prix des exportations baisse et celui des importations augmente, on enregistre une dégradation des termes d'échange au désavantage du pays qui dévalue.

3- Un effet entrée de capitaux : Il concerne les pays développés qui adoptent une législation de change favorable à la libre circulation des capitaux à l'échelle internationale.

Etude de la balance des paiements de l'Algérie

1-Etude de la balance des paiements

Deux postes essentiels regroupent les exportations algériennes : Les exportations d'hydrocarbures et les exportations hors hydrocarbures. Ces deux postes confondus représentent 100% du total des exportations. A elles seules, les exportations d'hydrocarbures représentent 97.3% des exportations (l'Algérie demeure un pays extrêmement spécialisé, mono-producteur et mono-exportateur) .Avec les 2.7% restants, les exportations hors hydrocarbures représentent la part congrue du total .De surcroit, elles enregistrent une tendance régulière à la baisse.

Les exportations ont une valeur de 56 milliards de dollars aux neufs premiers mois de 2012 et les exportations hors hydrocarbures se répartissent entre : 1.17 milliards de dollars pour les semi-produits, 176 millions de dollars pour les biens alimentaires, 129 millions de dollars pour les produits bruts , 22 millions de dollars pour les biens

d'équipements industriels, 15 millions de dollars pour les biens de consommation non alimentaires et 40.1 millions de dollars pour les consommations alimentaires.

L'Algérie est un pays exportateur de pétrole et de gaz. Les exportations massives de ces produits ont largement contribué au solde positif de sa balance des paiements. La croissance de l'économie mondiale et le recul de la crise et la hausse de la demande internationale ont induit la hausse du prix du baril de pétrole. Le baril voit son prix atteindre des niveaux élevés (nouveau choc pétrolier) : les prix moyens du prix du baril de pétrole brut ont atteint en 2013, 118 \$ le baril et le Brent à 117 \$.

A titre d'exemple, en 2008 le baril cotait 100 \$, et actuellement la tendance est à la baisse. Cette volatilité du prix s'explique par la variation de la conjoncture économique mondiale.

En 2006, le prix était déjà de 65.85\$, c'est dire combien la position monétaire extérieure du pays était confortable. Le recyclage des réserves de change de la banque centrale sous forme de placements extérieurs (bons des trésors américains) où les taux d'intérêt pratiqués sur la place financière de New York (NYSE) et les banques étaient rémunérateurs. La sécurité des placements était garantie (stabilité politique et économique) ; ces deux indicateurs étant recherchés et appréciés par les investisseurs.

Les exportations d'hydrocarbures ont atteint en valeur la somme de 53.61 milliards de Dollars pour l'année 2006. Au premier semestre 2006 les hydrocarbures ont rapporté 27.33 milliards de Dollars et le second semestre 26.28 milliards de Dollars, alors que le prix des hydrocarbures avoisinait les 66.61\$.

En 2012 Les exportations de gaz et de pétrole, représentent 97% du volume global des exportations, l'exportation seule des hydrocarbures représente 71.79 milliards de Dollars et 71.42 milliards de Dollars en 2011 soit une légère hausse de 0.051%.

Les exportations globales en 2012, exportations des hydrocarbures et celles hors hydrocarbures ont atteint la valeur de 73.98 milliards de dollars contre 73.48 en 2011. Cette accalmie sur le marché s'explique par la stabilité du prix du pétrole entre les deux périodes soit 110 \$ le baril.

Le solde de la balance commerciale durant les huit (8) premiers mois de l'année 2012 s'établit à 19.74 milliards de dollars. Ce résultat positif s'explique par le comportement du prix des exportations : elles passent de 47.61 milliards de dollars durant les huit (8) premiers mois de l'année 2011 à 49.80 pour la même période de l'année 2012, soit une augmentation de 4.59%.

Les exportations hors hydrocarbures

Le niveau des exportations hors hydrocarbures demeure marginal et modeste, déjà entre 2001 et 2006 ces exportations atteignaient péniblement le milliard de Dollars 1.13 \$. Elles sont sujettes à de grandes variations cycliques. Entre 2003 et 2005 leur niveau ne dépasse guère 0.79 et 0.67 milliards de \$.

Comparées aux exportations des hydrocarbures, les exportations hors hydrocarbures manifestent leur faible dynamisme. Leur part congrue dans les exportations globales s'explique par les mauvais choix de spécialisation internationale. Les produits

fabriqués sont obsolètes technologiquement et peu demandés sur le marché mondial ou existe une très forte concurrence.

Les causes tiennent à une rigidité du système de production, à la difficulté de faire des grosses réparations des équipements industriels et de développer la productivité du travail. Il existe un important taux de turn over dans l'industrie, d'où la difficulté de trouver des travailleurs ayant le profil demandé et la qualification requise. De ce fait, le pays n'exporte pas des produits à haute valeur ajoutée.

En 2012 les exportations algériennes hors hydrocarbures s'élèvent à 2.18 milliards de dollars. Elles représentent pratiquement 3% de la valeur globale des exportations totales du pays .Ce chiffre dérisoire et éloquent est peu significatif de la volonté d'industrialisation.

Les exportations sont très concentrées puisque quatre opérateurs représentent 83% de ces exportations, il s'agit de Sonatrach qui a exporté en 2012 pour 935 millions de dollars en produits dérivés du pétrole, de Fertial (ammoniac) avec 481 millions de Dollars .Le reste est réparti entre Somiphost (phosphate) et Cevital (sucre).

Quant aux produits agricoles (câpres, dattes, truffe) ils rapportent l'équivalent de 34 millions de dollars.

L'Algérie, au même titre que les autres pays en développement a inversé les termes de la dépendance alimentaire. De pays producteur de produits vivriers et exportateur de produits agricoles d'exportation (vignoble, alfa, agrumes et dates), l'Algérie s'est transformée en pays importateur de produits agricoles vivriers de base (céréales, huiles et viandes) et exportateur de produits demandés par le marché mondial.

Ceci est corroboré par le souci d'intégrer à la nouvelle division agricole internationale du travail. Ce constat est important pour observer dans ce qui suit le comportement de la balance des paiements algérienne et les modalités de la constitution des réserves de change

La hausse du prix des hydrocarbures a permis le redressement de la situation par la reconstitution des réserves de change qui frôlent actuellement 3 années d'importations, soit 180 milliards de dollars facteurs.

Les hydrocarbures (exportations) sont donc le poste dominant de la balance des paiements. Les exportations hors hydrocarbures avoisinent le milliard de dollars sur 48 milliards pour le pétrole et le gaz. C'est dire, leur part négligeable. Cette réduction plus que proportionnelle par rapport aux hydrocarbures témoigne de leur valeur ajoutée déglacée et leur faible taux de croissance.

Leur faible volume traduit la rigidité de l'appareil productif à augmenter l'offre nationale des produits (PNB crée et non extrait du sous-sol) tous secteurs économiques confondus.

Cette approche contredit les thèses de la croissance tirée par les exportations en vigueur dans les milieux universitaires, dans la mesure où les exportations algériennes sont tirées uniquement par le prix international des hydrocarbures (dualité entre rentes

et profit industriel) et non pas par des exportations hors hydrocarbures qui demeurent inélastiques.

De même cette approche contredit les thèses keynésiennes du multiplicateur du commerce extérieur. La hausse du revenu national par le biais des exportations à la suite d'une dévaluation cambiaire ne se vérifie pas en Algérie confère la rigidité des exportations hors hydrocarbures soulignée supra.

D'un point de vue synthétique, le deuxième élément de la balance commerciale est représenté par les importations du pays. Ce qui explique l'extrême dépendance et vulnérabilité de l'économie nationale par rapport à l'extérieur.

Il y a lieu de signaler l'ampleur démesurée du phénomène. Les importations suivent tout le cycle de la production jusqu'à la consommation. Nous retrouvons la présence de l'extérieur à tous les stades de la formation du produit national (PNB) et de la Dépense Nationale (consommation et investissement), sans oublier le revenu national, où le revenu intérieur créé est largement inférieur au revenu extérieur. Les revenus versés à l'étranger sont supérieurs de loin aux revenus reçus de l'étranger (PNB et RN).

Les importations Algériennes

Le niveau atteint par les importations est de 46.80 milliard de Dollars pour l'année 2012 contre environ 47.24 milliards de Dollars pour l'année écoulée 2011, soit une baisse de 0.94%. La première constatation est que ces importations sont incompressibles et restent à un niveau très élevé. Le moyen de financement de ces importations reste le crédit documentaire (Credoc). Les contradictions, les incohérences et les dysfonctionnements qui caractérisent le système productif national expliquent la tendance à une croissance de ces importations dans le temps.

Trois facteurs interviennent dans l'explication de la hausse en volume des importations :

Nous constatons une augmentation du prix des produits importés sur le marché mondial. Cet effet inflationniste, en faisant varier à la hausse les prix, influe sur le gonflement en valeur de la facture des importations. Le principe de sécurité des approvisionnements et la constitution de stocks stratégiques incite l'Etat à importer plus.

Enfin, l'amélioration du pouvoir d'achat suite à l'augmentation des salaires exerce un effet demande. Le facteur explicatif le plus pertinent est en relation avec l'écart croissant constaté entre le volume de production qui tend à stagner et la croissance de la population (taux de croissance démographique).

Structure des importations

Pour l'année 2012 et durant les neuf premiers mois, le commerce extérieur a enregistré les évolutions suivantes :

Les importations s'élèvent à 34 milliards de dollars et les exportations atteignent 56 milliards de dollars, le solde de la balance commerciale est positif : 22 milliards de dollars. On rappelle que pour 2011 à la même période l'excédent est de 16.5 milliards

de dollars. Le taux de couverture des importations par les exportations est de $\frac{56}{34} = 164.7\%$ contre 146% pour 2011 à la même période.

Si on fait une comparaison entre les années 2011 et 2012 on obtient les résultats suivants :

	<u>Année 2011</u>		<u>année 2012</u>	
	<u>valeur</u>	<u>pourcentage</u>	<u>valeur</u>	<u>pourcentage</u>
<u>Importations</u>				
<u>biens alimentaires</u>	7342	20.39 %	6536	19.18 %
<u>biens destinés à l'outil</u>	10469	29.80 %	10229	30.01 %
<u>Biens d'équipement</u>	12942	35.95 %	9993	29.32 %
<u>Biens de consommation Non alimentaires</u>	5251	14.58 %	7324	21.49 %
	100 %		100 %	

Source : construction personnelle.

On constate une concentration des importations sur quatre groupes de produit d'inégale importance, mais tous importants pour l'économie nationale (biens alimentaires, inputs de production, biens d'équipements et biens de consommation non alimentaires). Cela rend bien compte de la vulnérabilité et de la dépendance de l'économie nationale par rapport aux flux économiques extérieurs.

La structure des importations alimentaires a évolué comme suit :

Au courant de l'année 2012 le poste biens alimentaires a enregistré une dépense de 9.7 milliards de dollars, soit une augmentation de 61%. Les céréales, semoule et farine 4 milliards de dollars, soit une augmentation de 103%, les produits laitiers 1.5 milliards de dollars, soit une augmentation de 53%.

La balance commerciale enregistre un excédent qui s'élève à 27.18milliards de Dollars pour l'année 2012 contre 26.24 milliards de Dollars en 2011. Comme on peut le constater cet excédent de la balance s'explique par l'importante place des hydrocarbures.

La balance des services : les invisibles

Cet excédent de la balance est réduit compte tenu de l'importation massive des services pour une valeur de 10 milliards de dollars. Cette balance enregistre un déficit chronique dans la mesure où le marché national (marché tertiaire) reste tributaire des apports externes du savoir-faire étranger. La balance des innovations technologiques enregistre un retard historique. Ainsi, on constate l'ampleur des importations de services très spécialisés en provenance du bloc occidental.

Pour l'année 2012 on évalue ces services à un montant de 12 milliards de dollars américains. On peut scinder en trois groupes distincts ces services selon leur nature économique, monétaire et financière : les services non-productifs, les services productifs et les envois des travailleurs émigrés.

Pour les services non productifs (assurances, transport aérien terrestre et maritime, touristes nationaux et étrangers, restauration et hôtellerie) la balance est globalement déséquilibrée. On enregistre un retard de développement d'une industrie touristique, capable de réaliser des entrées de devises importantes à l'instar des pays Maghrébins voisins.

On enregistre une forte demande pour les services étrangers, comme le bâtiment, les infrastructures de base (ports, aéroports, autoroutes, logements et services des bureaux d'étude étrangers pour l'engineering industriel, barrages...etc).

Pour les services productifs, si on s'intéresse plus particulièrement aux revenus de l'investissement direct étrangers (IDE), on constate une difficulté de pénétration du capital étranger en direction de l'économie nationale, hormis certains secteurs pétroliers et industriels quantitativement limités.

Les pays Maghrébins voisins ont su quant à eux définir des créneaux de sous-traitance internationale bien que de seconde génération, mais très porteurs.

Ces sorties de capitaux (revenus des facteurs de production, surtout du capital et les revenus des travailleurs étrangers) grèvent les ressources du pays et provoquent un déficit de la balance des invisibles (services) de la Nation.

Les envois des travailleurs émigrés

Sans être un pays classique exportateur de main-d'œuvre, l'Algérie, de par les liens historiques avec la Métropole Française, est un lieu privilégié d'émigration de la main d'œuvre algérienne, sans parler de la diaspora nationale dans les pays occidentaux et en Amérique du nord. Mais les envois de ces émigrés par le biais de la western –union et du marché parallèle sont peu importants.

Si on procède à une comparaison géographique avec les pays maghrébins voisins, l'Algérie arrive au dernier rang après le Maroc (8milliards de\$) et la Tunisie (+2 milliards de \$).

En 2012 la population algérienne en France toutes générations confondues (3 générations) s'élève à 5 millions d'âmes. Sans revenir sur les conditions historiques de la formation de ce prolétariat et ses mutations sociologiques actuelles, on souligne simplement que ces migrations internationales de force de travail qui étaient transitoires et momentanées à l'époque sont devenues permanentes et durables aujourd'hui.

Le mouvement d'envoi des fonds salariaux en a été profondément affecté. Du travailleur solitaire qui s'expatriait pour motif économique (recherche d'un emploi en France) et qui projetait un retour au pays, on passe au travailleur collectif qui recherche et obtient le regroupement familial et qui s'implante définitivement dans la société d'accueil.

Les envois des émigrés représentent 2 milliards de \$ par an, soit un peu plus que les exportations hors hydrocarbures. Ces fonds ne représentent pas souvent une assistance économique aux familles restées au pays, mais une reconversion professionnelle totale (vu la valeur de l'Euro sur le marché parallèle). Les transferts et flux monétaires vers le pays d'origine servent à faire des investissements dans des secteurs précis tels que la construction immobilière, ou le petit commerce).

Ces envois ne transitent pas par le canal bancaire officiel en raison du décalage qui existe entre le taux de change officiel et le taux de change sur le marché parallèle (bourse informelle). Les commissions bancaires diminuent d'autant les transferts des émigrés (retraités). Des sommes colossales sont échangées clandestinement, argent en France (devises Euro) échangé contre argent en Algérie (monnaie nationale ou Dinar) avec des bookmakers installés sur les places financières (bourse) clandestines.

La balance des revenus des facteurs de production

Le service de la dette et les sorties de capitaux

Les revenus du capital international à l'exception des revenus de placement non existants (non convertibilité de la monnaie nationale) sont constitués de revenus des investissements directs étrangers (IDE) et du service de la dette (principal plus intérêts).

Ce poste traduit l'asymétrie des relations économiques et financières internationales du pays. Dans la mesure où les entrées sont de très loin supérieures aux sorties (faiblesse des IDE algériens). Ce qui traduit un déficit de ce poste et une nette tendance à un endettement externe du pays.

Quant au service de la dette extérieure, il exprime l'ancrage du pays vis-à-vis des centres mondiaux du capital financier (marché privé, public et multilatéral).

La dette souveraine de l'Etat Algérien avoisine actuellement les 4 milliards de dollars US. On peut évaluer cette dette en utilisant deux ratios :

- Le service de la dette /le PIB et le service de la dette extérieure /exportations, ces deux ratios montrent l'aptitude de l'économie nationale à générer des surplus ou non pour honorer les engagements financiers du pays vis-à-vis de la finance internationale.

Pour l'année 2011, le PIB était de 188. 681.000 .000 de dollars US ; les exportations atteignent 72.6 milliards de dollars US et le service de la dette 3%.soit 2.178 milliards de dollars.

- La rémunération du facteur capital financier au titre de la mobilisation du revenu (recettes extérieures) atteint des proportions importantes. Ces sorties de capitaux affectent le solde de la balance des paiements dans la mesure où le débit est largement supérieur au crédit . Dans la mesure où l'Algérie est un pays peu exportateur de capitaux (législation du change).Les multinationales opérant en Algérie exportent leur profit sous forme de revenu du capital. La rentabilité de ce type d'investissement en Algérie est élevée. On peut dire que l'économie algérienne est attractive dans le secteur primaire de l'économie.

La dette extérieure de l'Algérie

La part de la dette extérieure (encours de la dette) dans le PIB national qui atteint 70% en 1994 et le ratio du service de la dette extérieure (principal et intérêts) par rapport aux exportations frôle les 100% en 2000.

Cette situation alarmante traduit une position de cessation de paiement du pays. Ce déséquilibre financier majeur traduit le déséquilibre des comptes économiques nationaux externes et le besoin de passer par la thérapie de choc du FMI. Ce qui a conduit à la signature de la lettre d'intention par le gouvernement algérien. Le gouvernement accepte le programme d'ajustement structurel (P.A.S) imposé par le FMI en échange de ses crédits de soutien à la balance des paiements. En contrepartie de ces crédits le FMI impose une restructuration en profondeur de l'économie nationale (transition vers l'économie libérale avec toutes les conséquences sociales dérivées). Ce programme regroupe une série de mesures dont la dévaluation monétaire de la monnaie nationale. Cette dévaluation rétablit l'équilibre extérieur en vue de rembourser ses créanciers internationaux (Club de Londres, dette privée Club de Paris dette publique et les organismes internationaux dette multilatérale).

Une grande partie de la dette a été reconvertie en prise de participation dans le capital social des entreprises ou de cession directe à des intérêts étrangers (France).

Pour la période actuelle, la situation est moins tendue. Le relèvement du prix des hydrocarbures a permis d'engranger des pétrodollars. On enregistre une amélioration de la balance des opérations courantes et la constitution de réserves de change.

La dette extérieure peut faire l'objet de deux types de lecture : Soit ,on considère la dette par rapport aux exportations, soit les intérêts dus (principal plus service de la dette) par rapport aux exportations. Ces ratios montrent la capacité de l'économie nationale à dégager des surplus ou excédents d'exportations indispensables pour le paiement des créanciers internationaux. En 2012 la dette extérieure était de 4.7 milliards de dollars US et les taux d'intérêts appliqués à l'Algérie franchement élevés, qui sont par nature erratiques (rôle joué par les agences de notation , Moody's et Stanley and Poor qui jugent le risque de crédit important). Ces taux d'intérêts flottants, fixes ou variables appliqués à l'Algérie en fonction du risque sont aggravés encore par un taux de change fluctuant de la monnaie nationale. Ces deux éléments sont des paramètres clés qu'il faut prendre en considération pour une meilleure gestion de la dette extérieure, par les centres de décisions algériens.

Balance des capitaux à court et long terme

Aperçu théorique

Balance des capitaux privés non bancaires à court terme

Des variables économiques, monétaires et financières sont spécifiques à l'analyse du monde développé où la gestion de l'économie repose sur l'utilisation de techniques économiques et financière sophistiquées. Ce n'est pas le cas pour les pays en voie de développement (pas de convertibilité de la monnaie, pas de marché financier, les exportations de capitaux de facto sont interdites, fermeture du marché international des

capitaux aux agents économiques privés, les transactions courantes sont permises avec l'accord des autorités financières.

Les agents économiques non bancaires (entreprises et ménages) ne peuvent accéder au marché international des capitaux. Les opérations qui sont permises aux entreprises sont les opérations courantes uniquement. Au cas d'endettement externe, cette dette est garantie par l'Etat, mais quand il s'agit de dettes d'entreprises résidentes étrangères, celles-ci ne le sont pas.

Balance des capitaux à longs terme

Ce poste comprend les rubriques suivantes :

- Crédits commerciaux : crédits acheteurs et crédits fournisseurs.
- Investissements de portefeuille, dividendes des actions et intérêts des obligations et des placements.
- Les investissements directs étrangers (mobilité des capitaux productifs).
- Les Leads and Lags (avances ou recul des échéances de paiement).
- les prêts et crédits étrangers.

Les investissements directs étrangers (les IDE)

En tant que pays récepteur et non fournisseur d'IDE, l'Algérie à l'instar de tous les pays non émergents, se présente comme une zone attractive pour le capital mondial. Ces IDE sont des fonds d'investissement (formation brute de capital fixe FBCF, compte de capital de la comptabilité nationale). Chaque pays veut dynamiser son accumulation du capital et sa croissance économique et créer des emplois.

La délocalisation de la production industrielle en direction du tiers-monde repose sur une stratégie de baisse des coûts de production. Les coûts salariaux, le prix de la main d'œuvre et le coût des matières premières sont peu élevés. A titre d'exemple, le prix du travail en Algérie est 10 fois moins cher qu'en France et l'énergie est 22 fois moins chère que dans les pays développés.

A travers des filiales et des joint-ventures les transnationales pénètrent l'espace économique du tiers monde et des pays qui s'intègrent dans cette logique. La convertibilité interne est limitée aux agents résidents étrangers. Les multinationales opérant en Algérie dans le secteur pétrolier et industriel en sont une illustration.

Importance des IDE en Algérie

A la suite des bouleversements qu'a connus le monde arabe lors du printemps arabe. L'Algérie a connu une réorientation des flux financiers internationaux en sa faveur et se classe parmi les 5 premiers pays africains receveurs d'IDE.

En Algérie On peut scinder l'analyse des IDE en deux groupes de produits homogènes :

- Les IDE en direction de l'industrie pétrolière et énergétique.

- et les IDE en direction des autres secteurs économiques : la finance, les services, les télécommunications et le tourisme international, l'agroalimentaire, et l'industrie pharmaceutique.

En ce qui concerne le premier point :

Le secteur des hydrocarbures continue à se tailler la part de lion. Les Majors ou les sept sœurs de l'époque se félicitent de cette levée des barrières à l'entrée dans le secteur pétrolier (protectionnisme de l'Etat Algérien). La clause des 51/49 est obsolète, les partenaires de Sonatrach possèdent la majorité du capital. Bien qu' en 2013 l'Etat Algérien revient sur sa décision et possède la majorité du capital (51% en sa faveur) .

Pour avoir une idée sur l'importance des flux d'IDE en Algérie, on peut faire les observations suivantes :

Pour l'année 2011, leur part contributive au PIB n'est que de 1.3% et ne représente que 3.5% de la formation brute de capital fixe (FBCF) et un taux de 0.17 des flux mondiaux.

Ils atteignent une proportion de 2.3 milliards de dollars US. C'est dire leur faible part dans l'effort national d'épargne et d'investissement. Le stock d'IDE représente pour 2011, 21milliards et 781 millions de \$ US. La préférence des multinationales va vers la création ex nihilo de filiales (investissements Greenfield), pas d'association avec le capital national.

Pays investisseurs

PAYS	% ANNEE 2011
KOWEÏT	23,0
ESPAGNE	17,0
EGYPTE	17,0
ETATS UNIS	13,0
FRANCE	7,0
ARABIE SAOUDITE	6,0
CHINE	4,0
DIVERS	13,0

Secteurs de pénétration du capital transnational

Les secteurs	% année 2011
Industrie	46,2
Services	23,8
Tourisme	22,7
Télécommunications	4,2

Source : construction personnelle

Comme on le voit, le taux de croissance des IDE, demeure modeste pour ne pas dire insignifiant, par rapport aux besoins du pays. Cette faible attractivité du pays

s'explique par la faiblesse des avantages comparatifs que le pays peut octroyer aux firmes étrangères, en concurrence avec d'autres pays.

Selon la CNCED le stock d'IDE en Algérie s'élève en 2010 à 19.5 milliards \$ US progressant de 13% par rapport à 2009 (17.2milliards de \$ US) .

IDE de l'Algérie : Exportation

L'Algérie est un importateur net de capital étranger et un exportateur marginal de capital national. Si on considère la structure de son économie peu de secteurs sinon la quasi-totalité sont en repli sur le plan financier des marchés extérieurs des capitaux.

Si ce n'est la Sonatrach qui a une présence certaine, mais peu significative sur le marché international des IDE. Le secteur pétrolier est le seul secteur qui est exportateur de capital à travers l'investissement direct étranger.

Toujours selon la CNUCED la part des IDE algériens s'élève à 226 millions de \$ US sur un stock total de 18 milliards de \$ US , soit approximativement 0.14% et 1.14 % du PIB national.

La balance des prêts et engagements internationaux enregistre un solde positif du fait de l'entrée des capitaux externes (IDE) et de la dette extérieure .Cette entrée est la contrepartie d'un endettement de la nation (exportation de titres financiers attestant la dette du pays).

Cette entrée de capital au lieu de provoquer un élan d'accumulation (développement vertical et horizontal des segments de capital) se voit très mal utilisée. Le pays doit profiter des effets positifs du multiplicateur des investissements et du multiplicateur du commerce extérieur (exportations).

La hausse plus que proportionnelle des importations induites par l'inélasticité de la production et le caractère incompressible de ces importations, le fort taux démographique et une urbanisation accélérée devraient logiquement entraîner un déficit de la balance des paiements. La hausse des exportations d'hydrocarbures et l'augmentation du prix de pétrole fait que le pays arrive à fonctionner sans heurts et sans crise sociale majeure.

La banque centrale

C'est la clé de voûte du système bancaire national. Ses fonctions classiques sont :
- Banque de la nation : elle a le privilège de battre monnaie. Tous les signes monétaires quelle que soit leur forme qui existent à l'intérieur de l'espace national sont de sa création. Elle a donc le monopole de la création monétaire. Sans refaire l'histoire de la monnaie et les différents stades par lesquels elle est passée : de la monnaie métallique (or et argent, bimétallisme, monnaie scripturale et monnaie électronique) , nous disons que la monnaie actuelle n'a aucun rapport et ne fait aucune référence aux métaux précieux (démonétisation de l'or).C'est la monnaie légale ou cours forcé ou papier monnaie.

Donc la banque centrale a le droit régalién de battre monnaie comme les souverains de l'ancien temps.

-Banque de l'état, les comptes du trésor (personnification financière de l'Etat) sont tenus par la banque centrale. L'état comme agent économique intervient (budget) en débitant ou en créditant son compte auprès de cette institution.

-Banque des banques . La banque centrale coiffe le système des banques commerciales. Elle régule et contrôle leur fonctionnement en fonction de son objectif fondamental , qui est celui de contrôler les liquidités, donc la masse monétaire sur le marché. Adapter la masse monétaire aux besoins de l'économie , lutter contre l'inflation et réaliser la stabilité des prix. Ceci est sa politique monétaire qui accompagne la politique économique générale d'ensemble.

Le mouvement de création et de destruction monétaire intérieure (crédit intérieur et monnaie scripturale) s'accompagnent d'une création et d'une destruction monétaire extérieure en fonction du mouvement international des capitaux (déficit ou excédent de la balance des paiements).

Les autorités monétaires et la banque centrale vérifient donc strictement la valeur de la monnaie nationale en régime de taux de change fixes (+1% et-1%) au-dessus ou en dessous de la parité officielle déclarée au FMI. Achat et vente de devises pour maintenir cette parité. L'entrée de devises entraîne l'inflation tant redoutée, sortie de capitaux récession économique, tant redoutée aussi.

Dans le régime des changes flottants, la banque centrale ne défend plus la parité de sa monnaie puisque elle n'existe plus. Le marché seul est responsable de la détermination de la valeur de la monnaie nationale. La loi de l'offre et de la demande est seule suffisante pour fixer cette valeur. Les forces du marché sont souveraines. Une monnaie qui est beaucoup demandée s'apprécie et réciproquement une monnaie qui n'est pas trop demandée se déprécie.Ceci est valable pour les économies développées à économie de marché. Leurs monnaies à côté du Dollar Américain sont les monnaies clés du système financier international (les majors).Ces pays se caractérisent par une libre circulation mondiale des flux de marchandises et des flux de capitaux sans aucune entrave (libre échange) ni restriction.

Ces pays ont des monnaies convertibles entre elles (taux de change direct et croisé) elles ont un marché des changes (offre et demande de monnaies) très actif. Les taux de change sont très fluctuants (risque de change très élevé) et imprévisibles. Ces marchés financiers permettent aux agents économiques de se couvrir. Ces marchés permettent également la spéculation. Les spéculateurs (banques et traders) interviennent sur le marché des forwards, des futurs et du marché des changes.

En dernière analyse ces agents réalisent une convertibilité intérieure et externe parfaite. Les agents résidents et non-résidents ont un accès direct et inconditionnel au marché des capitaux (transactions courantes et marché des capitaux (importation et exportation)).

En ce qui concerne le cas algérien, il est « atypique ». L'économie algérienne est une économie en transition, d'une économie dirigée vers une économie de marché. Situation similaire aux pays de capitalisme sous développé. L'Algérie peine à modifier, les structures économiques intérieures (agriculture et industrie) qui ont

tendance à stagner. Le pays éprouve des difficultés pour renouer avec un sentier de croissance capable de réaliser l'équilibre macroéconomique à long terme.

L'activité financière externe comme nous l'avons souligné plus haut, montre que la banque centrale gère le taux de change fixe de sa monnaie au profit de l'économie nationale. Etant donné que le système monétaire international a changé de nature du glissement des changes fixes aux changes flottants en vigueur actuellement. Quelle est alors la position de l'Algérie ?

Le taux de change en Algérie n'est pas défini par le marché qui fixe son niveau en fonction des forces du marché. Dans ces conditions on n'enregistre pas l'existence d'un marché parallèle de la devise étrangère où les cours ou le taux de change proposé à la clientèle sont nettement supérieurs au taux de change officiel de la banque centrale.

Le taux de change n'étant pas fixé par le marché, c'est la banque centrale en accord avec le FMI qui fixent sa valeur en fonction de certains paramètres économiques traditionnels. Une certaine forme de protectionnisme économique et monétaire subsiste. La banque centrale s'engage à respecter cette parité. Ce n'est pas à un flottement pur mais à un flottement dirigé en vue d'aligner le taux de change nominal sur le taux de change réel (fluctuation sur le marché et correction par la banque centrale) que l'on assiste. Cette correction est du ressort discrétionnaire de la banque centrale.

La banque centrale est l'offreur en dernier ressort des devises sur le marché interbancaire (articulation entre banque centrale et banques commerciales) une fois que l'offre de devises par les banques est épuisée sur le marché intérieur, si toute la demande n'est pas satisfaite la banque centrale intervient.

Les réserves de change constituées par la banque centrale lui permettent d'intervenir sur le marché cambiaire pour défendre la parité de sa monnaie afin d'éviter les fluctuations de grande ampleur contraire aux statuts du FMI. Or, les réserves de change sont toujours excédentaires à cause du solde positif de la balance des transactions courantes qui sont dues au solde positif de la balance des opérations commerciales, les exportations des hydrocarbures, pétrole et gaz.

Comment la banque centrale contrôle les mécanismes de l'activité intérieure et extérieure selon la politique monétaire suivie ?

Rappelons que la banque centrale exerce son autorité sur le marché monétaire par le biais des leviers suivants : les réserves obligatoires des banques commerciales, la politique du réescompte, la politique de l'« Open Market », ce qui lui permet de fixer le taux d'intérêt directeur.

Les réserves de la banque centrale

Les réserves étaient de l'ordre de 56 Milliards de Dollars pour l'année 2005. Elles passent à 77.78 Milliards de Dollars en 2006, atteignent 110 Milliards de Dollars en 2007 et avoisinent 138.35 Milliards de Dollars en 2008. Elles passent ensuite à 147.2 Milliards de Dollars en 2009 et frisent les 157 Milliards de Dollars en 2010 pour atteindre selon les estimations du FMI 188.8 Milliards de Dollars en 2011.

C'est dire l'importance de ces réserves qui en principe ne doivent pas rester stériles ni oisives. Elles doivent être injectées sous forme d'investissements productifs, pour enclencher une dynamique de croissance des agrégats de la comptabilité nationale (PNB, RN, DNB). En valeur absolue ces réserves sont égales à trois années d'importation.

La banque centrale se contente de faire des placements extérieurs et d'obtenir des taux d'intérêts qui viennent grossir les réserves (bons du trésor américain). L'amélioration du solde de la balance des opérations courantes, de la balance globale et de la balance des règlements officiels a permis à la banque centrale de se constituer des réserves appréciables.

Ressources des banques commerciales

La banque centrale distribue 10% de ses réserves sur les banques commerciales et elle permet de ce fait aux exportateurs d'accéder à 50% de leurs recettes d'exportation. La réforme actuelle les autorise à disposer de 100% de leurs recettes d'exportation qu'ils pourront mobiliser auprès de n'importe quelle banque.

La banque centrale détient le monopole exclusif sur le marché des capitaux. Elle est le seul offreur de devises, comme elle détient le monopole sur le marché interbancaire. Les banques commerciales ne peuvent déboucler leur position de change sur le marché international des capitaux qu'en recourant au marché interbancaire.

Ces banques assurent les fonctions traditionnelles sur le marché des changes. Elles réalisent des opérations de change au comptant et à terme. Pour le change à terme, les opérateurs (les agents économiques et les banques liés au marché mondial) se couvrent contre le risque de change (volatilité des taux de change) et vendent ou achètent à terme leurs devises à leur banque. En se couvrant ils transmettent à la banque leur risque de change et la banque est obligée de se couvrir par une opération de swap.

Le taux de change à terme peut connaître deux situations différentes : La situation de report ou de déport. Le report ou le déport n'est que la somme qu'il faut ajouter ou retrancher au taux de change au comptant pour obtenir le taux de change à terme (différentiel international des taux d'intérêts). Ceci s'explique seulement par le différentiel international des taux d'intérêts. Une monnaie forte se caractérise par un taux d'intérêt faible. Une monnaie faible (soutenue par la banque centrale) se caractérise par un taux d'intérêt fort.

Politique du taux de change en Algérie

Lorsqu'on étudie la structure du commerce extérieur algérien, on constate une double polarisation :

-Une concentration spatiale et géographique et une concentration sectorielle. La polarisation géographique du commerce de l'Algérie reste orientée sur les pays de la triade (USA, UE et Japon), viennent ensuite les pays émergents de la BRIC (Brésil, Russie Inde, Chine et l'Afrique du sud), accessoirement les pays en voie de développement, dont les pays arabes.

- L'analyse du système productif algérien montre que la branche des hydrocarbures est la branche dominante de la production sociale. La concentration sectorielle sur les hydrocarbures, unique pôle créateur de richesse et unique source de devises et de recettes extérieures. Le pouvoir d'achat international du pays est constitué par les pétrodollars qu'il tire de la rente pétrolière.

Une analyse approfondie du commerce extérieur permet de tirer les observations et les conclusions suivantes : Les exportations se font en DOLLARS (monnaie pivot du système monétaire international SMI). Les importations se font en EURO (monnaies clés du SMI). Le commerce extérieur de l'Algérie est fortement tributaire de ces deux monnaies en ce qui concerne les exportations et les importations.

Cotation du Dinars Algérien par rapport à ces deux monnaies.

Ce qui compte pour notre analyse c'est de montrer la tendance générale et non l'étude d'une période précise. La monnaie nationale a actuellement une plage de variation assez flexible, selon la politique monétaire de la Banque Centrale.

A titre d'exemple :

Début 2011 1EURO = 98DA (manque le cours acheteur et le cours vendeur par les banques commerciales ou ASK ET BID) donc cours middle.

En 2012 1EURO = 108 DINARS
 1DOLLARS = 79DINARS

En 2013 1 DOLLARS = 88 DINARS

D'où une légère dépréciation du Dinars par rapport aussi bien au DOLLARS qu'à l'EURO. Si on juge par rapport à une période plus longue depuis 1995 le Dinars s'est déprécié de 300%.

Le mouvement erratique du taux de change est corroboré par les évolutions suivantes :

Le cycle de variation pour l'année 2011 est le suivant :

1EURO = 103.49 Dinars pour la fin décembre 2010

1EURO = 105.83 en avril 2011

1EURO = 106.53 fin décembre 2011

Vers les années 1990 le taux de change fixé par la banque centrale était de l'ordre de 1\$=20 Dinars. Le déséquilibre de la balance du paiement dû à la baisse du prix du pétrole entraîne une augmentation de l'importation en valeur absolue et une diminution en valeur absolue des exportations. La situation financière du pays tend vers la cession de paiement. Ce qui oblige le pays à accepter le programme d'ajustement structurel du FMI, et à dévaluer de fait sa monnaie nationale. Le taux de change glisse à 1\$=40 Dinars.

Il y a une grande plage de variation et de fluctuation du taux de change de la monnaie nationale.

En 2011 il est de 1€=106 Dinars

Juste à titre de comparaison avec les pays voisins, on a les taux de change suivants :

1€ = 6.5 Dirham marocain

1€ = 2.2 Dinars tunisien.

De ce point de vue le Dinar algérien est la monnaie la plus faible.

Cette régulation officielle du taux de change (flottement dirigé) ne peut cependant pas éviter l'existence d'un marché informel de la devise étrangère. Ce marché arrive à imposer un prix unique de la devise étrangère sur tout le territoire national (loi de l'offre et de la demande).

.La banque centrale seul offreur de devises étrangères par le biais des banques commerciales) fait que certains importateurs font leurs transactions monétaires et financières sur ce marché parallèle de la devise.

La cotation des devises sur ce marché est nettement supérieure à la cotation officielle. Elle avoisine les pics suivants 1€ =150 Dinars. Ce qui traduit un renchérissement des importations et alimente le cycle de l'inflation intérieure parfois à deux chiffres. L'inflation importée se conjugue avec l'inflation intérieure par la demande et les coûts.

Ce qui s'explique encore par l'agrégat de la masse monétaire en circulation sur le marché. La quantité de monnaie possédée par les agents économiques non bancaires est tellement importante par rapport à la production (théorie quantitative de la monnaie quand l'inflation galopante devient durable). L'agrégat M1.M2 M3 M4 sont mal appréhendés car les statistiques de la banque centrale en deçà de la réalité. Les statistiques bancaires disponibles ne sont pas fiables car une fraction importante de la monnaie monétaire en circulation ne transite jamais par le circuit bancaire. La faiblesse des dépôts bancaires à vue ou à terme, la préférence pour la liquidité, les transactions au noir, le bas de laine, la corruption, les fausses déclarations fiscales et les absence de factures. Toutes ces données faussent l'analyse de la quantité de la masse monétaire en circulation.

La masse monétaire officielle, quantitativement parlant, est bien en deçà des signes monétaires actifs dans l'économie nationale. Ce qui explique que le système des prix en Algérie enregistre une tendance à la hausse, qui représente une tendance lourde quant à leur évolution dans le temps. De plus, la politique du crédit (monnaie scripturale) créée par les banques commerciales est un autre facteur à prendre en considération.

La dévaluation de la monnaie :

La dévaluation est l'opération qui consiste à faire baisser la valeur du taux de change de la monnaie nationale, par rapport à la devise de base. Il faut plus d'unités de la monnaie nationale pour une unité de monnaie étrangère (cotation à l'incertain). Dans l'ancien système de change (Bretton Woods) le taux de change de la monnaie était fixe (1% au-dessus où en dessous de la parité). Dans le système actuel des changes flottants la valeur de la monnaie fluctue librement sur le marché des changes.

En Algérie ce ne sont pas les forces du marché (offre et demande de devises) qui fixent le taux de change mais la banque centrale en accord avec le FMI. Il y a donc une forme de contrôle des changes (la banque centrale exerce une position dominante sur le marché), seul offreur de devises. Il est fait obligation aux exportateurs de rapatrier les devises. Ces derniers ne peuvent disposer que de 50 à 100% de leur recettes d'exportation en devises. Comme les exportations hors hydrocarbures sont marginales, l'offre de devises est faible nonobstant les interventions de la banque centrale.

Cette régulation du taux de change en Algérie prend le nom de flottement dirigé (flottement impur) qui est du ressort discrétionnaire de la banque centrale.

La dévaluation en Algérie.

Approche théorique

La balance des paiements en cas de déficit des paiements extérieurs pour des motifs économiques divers doit retrouver son équilibre antérieur. Le retour à l'équilibre de la balance des paiements est une question centrale pour la théorie économique, voire la contribution des différents courants de la théorie économique. Les Mercantilistes, les Classiques, les Néoclassiques, les keynésiens et les monétaristes fondent leurs analyses sur le retour automatique (donc sans intervention des autorités monétaires) de la balance des paiements d'où l'état d'équilibre $X=M$

Une partie de théories a inversé cette problématique. Nous citons pour l'exemple la théorie de l'effet prix, de l'effet revenu (multiplicateur du commerce extérieur de Keynes), des élasticités, de la courbe en J, des monétaristes et la théorie de l'absorption d'Alexander.

Toutes ces théories ont pour dénominateur commun, la réflexion théorique sur le retour à l'équilibre de la balance des paiements en cas de déficit.

En cas de déficit temporaire ou structurel (au sens du FMI), la dévaluation de la monnaie nationale est le moyen approprié pour le retour à l'équilibre.

La dévaluation vise deux objectifs contradictoires et opposés. Agir sur les exportations en leur accordant une prime, c'est-à-dire que leur prix en monnaie étrangère diminue. Ceci induit un phénomène de quantité et prix pour ces exportations. La compétitivité prix est du ressort du pays qui a dévalué. Il y a un gain à l'échange, les prix nationaux sont inférieurs au prix internationaux.

Le deuxième objectif concerne les importations. Leur prix en monnaie nationale augmente ce qui devrait à terme freiner leur courant d'échange (renchérissement de ces importations) en diminuant la quantité des importations car leurs prix en monnaie nationale augmentent. La dépense nationale de consommation et d'investissements (les intrants industriels et les biens de consommation) est ralentie. Un effet de substitution aux importations se développe au profit de l'économie nationale.

Ceci est l'idée économique fondamentale. Qu'en est-il des implications pratiques sur le comportement des agents économiques ?

Baisse du prix des exportations en monnaie étrangère

Le prix des exportations baisse les opportunités d'investissement qui sont démultipliés pour les agents économiques intérieurs. Il y a un développement extensif et intensif de l'investissement, car l'avantage et les coûts comparatifs sont au profit du pays qui a dévalué. On assiste à une restructuration profonde de l'appareil de production et de l'orientation de l'investissement en amont et en aval.

Il faut rechercher un modèle de substitution des exportations ou des exportations nouvelles doivent accompagner ou remplacer des exportations anciennes. Modèle en vigueur dans les pays asiatiques (les quatre dragons ou les bébés tigres), en Amérique Latine et les pays développés.

Qu'en est-il en Algérie ?

La dévaluation est de fait une réalité tangible, car lorsque la banque centrale manipule le taux de change d'une manière infinitésimale, il y a variation de la cotation de la monnaie nationale, donc du taux de change. Que l'on appelle flottement dirigé ou autre. Ce que l'on constate, c'est qu'au-delà de l'avantage prix, les exportations hors hydrocarbures en Algérie se caractérisent par une évolution inverse. Les exportations tendent à stagner sinon à régresser. Il y a lieu de revoir toute la stratégie de développement pour situer tous les goulets d'étranglement : Libérer toutes les énergies créatrices, tout secteur économique confondu. Les masses de capitaux investis (capital monétaire financier, et technique) débouchent sur un rendement dérisoire. La productivité ne décolle pas, l'intégration verticale et horizontale ne se fait pas. Les remontées de filière en amont et en aval sont lentes. Les conditions pour créer de grandes firmes nationales sont absentes. La création d'un marché financier, une bourse des valeurs mobilières (actions et obligations) est lestée pour créer des sociétés anonymes. L'épargne nationale est une fuite dans le système. Il faut opter pour un financement direct et dépasser l'intermédiation bancaire.

L'environnement des affaires en Algérie est très dégradé. Différents efforts doivent être faits pour s'aligner sur les normes internationales. Il faut plus de transparence et une bonne gouvernance et moins de corruption. La COFACE compagnie française pour le commerce extérieur accorde un A4 à l'Algérie, pays pécuniairement solvable mais dont l'environnement des affaires est médiocre.

L'effet quantité et l'effet prix ne jouent pas beaucoup dans l'économie de l'Algérie. L'économie est très spécialisée et quasiment mono productrice et mono exportatrice (hydrocarbures). Les exportations hors hydrocarbures sont marginales, ce qui constitue un frein aux avantages de la dévaluation, et particulièrement de la baisse des prix nationaux en monnaie étrangères.

L'effet revenu est également très limité. La croissance du revenu national sous l'action conjuguée du multiplicateur de l'investissement et du multiplicateur du commerce extérieur (Keynes) ne se réalise pas. La rigidité de l'offre destinée au commerce international est constante. Le hiatus ou chaînon manquant dans le cycle de rotation du capital et son accumulation est plein de discontinuités en Algérie. Le revenu national ne croit pas, les exportations hors hydrocarbures stagnent, mais les importations croissent rapidement. La mobilisation de la rente pétrolière (constitution

de réserves de change), ce qui représente un paradoxe pour une économie équilibrée. La croissance est financée par le revenu non créé et une rente qui est par définition transitoire et temporaire (énergie non renouvelable).

L'état providence par la répartition de la rente prend le pas sur l'état producteur et la société entière vit de la répartition d'un revenu quasi exogène. La répartition de la rente devient un enjeu stratégique pour les classes sociales en présence.

Hausse du prix des importations en monnaie nationale

La variation (hausse) du prix des importations en monnaie nationale doit logiquement impliquer une réorientation des flux économiques vers les secteurs qui travaillent pour la demande intérieure. Les importations connaissent un renchérissement de leur prix. Elles diminuent par manque de débouchés internes ou encouragent l'apparition d'un système de production tourné vers un modèle de substitution des importations.

Comme ces importations sont incompressibles, on doit les importer quel que soit le niveau du prix international, ce qui grève la balance des paiements. L'amplification du déficit commercial est certaine. La rigidité et l'inélasticité de la production nationale (offre nationale) entraîne objectivement l'entrée de ces biens et produits pour alimenter l'appareil de production en facteurs de production et la consommation finale des ménages.

Dans cette logique, quelle est la place du système économique national (secteur public et privé) pour faire les adaptations nécessaires ? L'augmenter de l'output social, pour infléchir les importations et ramener la balance des paiements à l'état d'équilibre est une priorité.

Parler de réserves officielles de la banque centrale, qui avoisinent 3 années d'importation, est un non-sens économique. Car la rotation du capital productif et surtout la rotation du capital monétaire qui en est la condition de base est un chaînon inefficace dans le pays. Les réserves de change qui augmentent et l'investissement productif qui baisse est une contradiction illogique.

L'argent n'est pas injecter ou insuffisamment ou mal injecté dans la sphère de la production réelle pour obtenir une rentabilité et des profits pour obtenir des marchandises et des produits destinés au marché intérieur et au marché extérieur.

L'inflation importée et la dévaluation

La dévaluation de la monnaie nationale entraîne l'augmentation induite des prix des produits importés. Elle génère des situations inflationnistes. L'inflation se caractérise par le fait qu'elle est un phénomène global qui touche tous les secteurs économiques sans distinction aucune.

Dans le cas de l'Algérie, pour voir la diffusion de l'inflation importée par le prix des marchandises importées et la dévaluation cambiaire, on utilise un outil d'analyse de la comptabilité nationale : le TES (tableau d'entrée-sortie) ;

L'analyse input-output (approche fonctionnelle de la comptabilité nationale, insiste sur le découpage en branches du système productif pour voir son degré d'intégration .L'intégration économique est obtenue par les relations fournisseur- client des différentes branches nationales.

En Algérie la matrice des consommations intermédiaires n'est pas noircie, cela signifie que les branches nationales n'entretiennent pas beaucoup de liaisons techniques entre elles. Elles sont articulées au secteur externe, pour le secteur de la production.

Les branches qui importent de l'extérieur voient leur coût de production augmenté et elles diffusent par le biais des relations amont/aval l'inflation. Les coûts de production élevés sont transmis à d'autres branches. L'inflation se diffuse dans tout le corps du système productif national.

Pour les biens de consommation importés en l'état et sans transformation industrielle (sans valeur ajoutée endogène), leur participation productive à l'économie nationale est nulle. Le marché des importations représente 70% de la consommation nationale. Le prix de ces importations gonfle, l'inflation est présente à tous les niveaux et stades de la consommation.

Cette dévaluation est un levier de hausse des prix. Les opérateurs qui, à défaut de baisser leurs marges et leurs profits augmentent leurs prix. Il s'agit de la théorie de l'homo economicus ou consommateur rationnel, il y aurait baisse de la consommation suite à une hausse des prix. Le paradoxe, c'est que la consommation continue à progresser car ces importations sont incompressibles, et c'est le consommateur final qui paie les effets de cette inflation importée. La chute du pouvoir d'achat du consommateur et la perte de valeur de la monnaie nationale est une caractéristique constante de l'économie nationale.

La spirale salaire-prix ne semble pas s'arrêter. C'est une course autoentretenu, l'augmentation des prix entraîne la hausse des salaires et vice versa. Le mécontentement des travailleurs de tous les secteurs s'insurgent pour dénoncer la perte de valeur de la monnaie nationale et la baisse du pouvoir d'achat de cette monnaie.

Bien souvent la population est victime de « l'illusion monétaire » au sens Keynésien du terme car l'augmentation des revenus salariaux ne doit pas faire l'impasse sur la hausse des prix.

L'inflation sur le marché doit nourrir un nouveau déficit de la balance des paiements par une perte de compétitivité de l'économie nationale (différentiel de prix au profit de l'extérieur). Ce qui logiquement entraîne une nouvelle dévaluation avec les conséquences relevées plus haut. Le développement du pays reste tributaire du comportement du marché international des hydrocarbures et du prix du baril de pétrole.

La consommation peut faire l'objet d'une classification en groupes de produits homogènes. Elle est sériée en produits alimentaires et agroalimentaires, les produits à caractère industriel de large consommation et de services .

La faiblesse de l'offre nationale due à la rigidité de l'appareil de production prime les biens importés sur les biens produits localement. Les produits domestiques ne

peuvent soutenir la concurrence exercée contre eux (très forte concentration de la production et présence de monopoles internationaux qui exercent une concurrence monopolistique internationale). Leur stratégie de délocalisation en direction des pays développés repose sur une stratégie axée sur la concurrence sur les marchés vers les pays en voie de développement. Une stratégie axée sur la baisse des coûts de production, en particulier le prix des matières premières et coûts salariaux. Position déterminante des firmes multinationales, en amont et en aval, de l'économie mondiale.

Le marché national est donc inondé de produits de consommation bas de gamme. Produits les plus divers et d'origine multinationalisée (pays émergents et principalement la Chine). La contrefaçon est la règle la plus générale. Ce qui fait dire à certains observateurs avisés que l'économie de l'Algérie se transforme progressivement et inéluctablement en économie de « bazar ».

Plus grave encore, ces importations en l'état ne constituent pas une source d'enrichissement pour l'économie nationale. Ces biens ne subissent aucune transformation industrielle interne. Ces importations ne participent aucunement à la croissance économique nationale : elles ne dégagent aucune valeur ajoutée.

Dans la terminologie de la comptabilité nationale ce sont des importations appauvrissantes. Elles ne participent pas à l'éradication du phénomène du chômage national et du sous-emploi. Il n'y a qu'à voir le marché des biens de consommation pour se rendre compte combien le pays vit au-dessus de ses moyens réels. Ces importations massives sont en fait financées par la rente pétrolière et gazière et non par du capital productif national.

A titre d'exemple si nous voulons illustrer notre propos sans tomber dans le travers de la simplicité. Nous nous référons à la situation du secteur agricole national. L'agriculture, secteur important pour l'activité économique dans la mesure où sa part dans la formation de la PIB ainsi que le taux d'occupation des travailleurs est élevé. Elle représente en terme statistiques plus de 60% de la PIB, c'est dire la prégnance des structures agraires dans l'univers économique de la nation.

Ce qui nous amène à aborder la question très importante sur le plan économique, sur le plan financier qui détermine l'avenir de la nation. Cette question est au centre de la reproduction du système. La variable salariale est tributaire des importations. La reproduction de l'ouvrier dans le secteur industriel comme dans le secteur agricole est exogène et dépend de l'offre internationale du panier de marchandises. Ces biens alimentaires sont d'origine étrangère (70%) et posent la question de la sécurité alimentaire.

Cette crise ouverte du système agricole qui perdure dans le temps est la manifestation de la persistance des déficits agricoles et alimentaires. Besoins chroniques qui alourdissent annuellement la facture alimentaire par la croissance démographique et la stagnation de la production.

Une étude régionale montre que les pays voisins qui ont un profil semblable arrivent plus ou moins à équilibrer leurs comptes extérieurs. Contrats d'association

avec l'union Européenne (UE) et inscription plus avantageuse dans la division internationale du travail agricole.

Quelle que soit la forme de cette inflation (rampante, galopante ouverte) et sa forme de manifestation par la demande, par les coûts et inflation importée, le résultat est toujours le même soit une hausse généralisée des prix. Pour les monétaristes l'inflation est toujours monétaire (théorie quantitative de la monnaie).

Conclusion

Comme les développements analytiques exposés dans ce texte l'ont montré, la situation de l'économie algérienne, manifeste une nette régression dans sa croissance et son développement. Les agrégats de la comptabilité nationale étudiés le confirment largement.

La raison de ce recul se trouve dans sa faible intégration économique entre les différentes branches nationales et le rôle prépondérant du commerce extérieur. La participation de l'Algérie à ce commerce mondial présente une spécificité paradoxale. L'Algérie recourt à ce commerce international comme importateur net. Les produits importés sont les produits de base et les inputs industriels, nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil de production. Les importations de produits de consommation finale recourent également au commerce mondial. Ces importations portent sur un assortiment très varié et très large de produits.

Les exportations quant à elles, sont peu significatives mis à part les exportations d'hydrocarbures. Les exportations hors hydrocarbures sont très réduites et concentrées sur une gamme de produits de faible valeur.

L'excédent de la balance des paiements est obtenu par l'excédent de la balance commerciale.

Pour dynamiser les exportations hors hydrocarbures on modifie la parité de la monnaie nationale. La dévaluation est un élément de la politique monétaire de la banque centrale en vue de réaliser l'équilibre externe (orthodoxie financière du FMI).

Cet équilibre externe ne peut être obtenu que par la conjugaison des efforts de la politique économique et la politique monétaire du pays. Le calcul économique et la prévision stratégique des différents agents économiques et de la puissance publique doivent réaliser un tel objectif.

Références bibliographiques

- Annuaire statistique de l'Algérie 2012 (ONS).
- Algérie commerce Extérieur (ministère du commerce) 2012.
- Algérie - FMI (FMI) 2010.
- Meda 2 de l'UE avec l'Algérie (UNION EUROPEENNE) 2010..
- Service de la dette Afrique du nord(CNUCED) 2011.
- Algérie crise financière collectif 2013.
- Algérie stock de la dette extérieure (banque mondiale) 2012.

- Algérie classement des pays exportateurs de pétrole(OPEP) 2010.
- Dépréciation des dinars algériens (banque d'Algérie) 2013.
- Economie algérienne et programme d'ajustement structurel (ouvrage du FMI) 2008.
- Algérie guide de l'investissement en Algérie (ministère des finances) 2011.
- Algérie- IDE (banque de France) 2012.
- Michel d'APPE : les répercussions mécaniques de la dévaluation 2012.
- Mario DEHOVE institutions et théorie de la monnaie 2010.
- INSEE balance des paiements définition et méthode 2009.
- JEAN DIEMER le système monétaire international 2013.